

Commis de deuxième classe cadette—Appointements, \$8,075.

M. EMMERSON : Quatre d'entre eux ont reçu l'augmentation statutaire de \$50, et trois l'ont reçu pour six mois, soit \$25 chacun. On recommande la nomination d'un autre commis à \$800.

M. FOSTER : Pourquoi en a-t-on besoin ?

M. EMMERSON : Le sous-ministre fait rapport que par suite de l'augmentation du travail il aura besoin d'un autre commis de deuxième classe cadette.

M. FOSTER : Je suppose que ce nouveau fonctionnaire sera chargé de surveiller l'augmentation du déficit. Il lui faudra avoir l'œil ouvert.

M. EMMERSON : Tout sera expliqué dans le rapport du sous-ministre. Quant au déficit nous en parlerons plus tard.

Dépenses éventuelles, \$5,000.

M. FOSTER : Combien a-t-on dépensé de ce chef l'an dernier ?

M. EMMERSON : Jusqu'au 1er janvier, on avait dépensé \$3,000.

Travaux publics—Ingénieur en chef, \$3,400.

M. BERGERON : M. Lafleur a-t-il été nommé ingénieur en chef du ministère ?

L'honorable M. HYMAN (faisant les fonctions de ministre des Travaux publics) : Oui. Il remplissait ces fonctions depuis six ou sept ans, je crois, et sur le rapport du sous-ministre, il a été nommé ingénieur en chef par décret rendu en conseil des ministres. Il n'est que juste d'expliquer que les appointements de M. Lafleur ont été fixés à \$3,500 ; comme les allocations budgétaires, telles qu'imprimées, ne mentionnent que \$3,400 je devrai demander encore \$100 dans le budget supplémentaire.

Commis de deuxième classe, appointements, \$17,800.

M. HYMAN : Il y a une augmentation, parce que, conformément au rapport du sous-ministre, M. H. J. Guppy a été promu de la deuxième classe cadette, à la deuxième classe. M. Guppy est fonctionnaire de l'Etat depuis vingt-deux ans. Un crédit à cet effet a été voté l'an dernier.

M. BERGERON : Reçoit-il le traitement minimum de sa classe ?

M. HYMAN : Oui.

M. BERGERON : Recevait-il le maximum de la classe qu'il vient de quitter ?

M. HYMAN : Oui ; après vingt-deux ans de services.

Trois commis de deuxième classe cadette, \$2,000.

M. BERGERON : Est-ce dans cette classe qu'on a pris M. Guppy ?

M. BERGERON : Oui, et c'est ce qui explique pourquoi il y en a un de moins.

Ministère des Travaux publics, dépenses -ventuelles, \$15,000.

M. FOSTER : Combien a-t-on dépensé de ce chef, l'an dernier ?

M. HYMAN : \$14,430.

Ministère des Postes, \$362,189.

M. FOSTER : Quelle règle l'honorable ministre a-t-il adoptée relativement aux augmentations statutaires ?

L'honorable sir WILLIAM MULOCK (directeur général des Postes) : Je donnerai suite à toutes les propositions du sous-ministre, lorsque la loi le permettra. Toutes ces augmentations sont autorisées par le statut.

Cinq messagers, \$3,524.25.

M. BERGERON : Quel est le salaire le plus élevé d'un messager.

Sir WILLIAM MULOCK : \$700.

M. BERGERON : Je constate qu'il y en a un qui reçoit \$724.25.

Sir WILLIAM MULOCK : Je n'y comprends rien. Si mon honorable ami laisse voter le crédit, je lui fournirai des explications une autre fois.

Allocation de subsistance, \$1,850.

M. BERGERON : Pourquoi ce crédit ?

Sir WILLIAM MULOCK : Il y a quelques années nous avons établi en dehors d'Ottawa, à Winnipeg et dans l'Ouest, des bureaux auxiliaires pour les lettres de rebut. Nous avons suivi la pratique établie par nos prédécesseurs en accordant aux commis de ces bureaux des allocations de subsistance à cause de la cherté de la vie.

M. BERGERON : C'est le total des sommes nécessaires aux différents endroits, je suppose ?

Sir WILLIAM MULOCK : C'est le montant de toutes les allocations à payer d'après un barème adopté par un décret du Conseil.

Ministère des Postes—Dépenses éventuelles, \$41,710.

M. BERGERON : Je trouve ici une note concernant les chaussures des facteurs. Dois-je comprendre que l'Etat chausse tous les facteurs ?

Sir WILLIAM MULOCK : Oui. Nous ne fabriquons pas ces chaussures ici même. Elles sont fabriquées dans différentes grandes villes, et avant leur distribution, un fonctionnaire en fait l'inspection.

M. FOSTER : Leur fourniture est-elle adjudagée à l'entreprise ?

Sir WILLIAM MULOCK : Le ministère demande des soumissions dans différentes